

**ALGER**

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Renouvellement-des-directions-des.html>

**Renouvellement des directions  
des sections syndicales de  
l'ETUSA : les travailleurs  
rejettent les listes de  
candidatures confectionnées  
anti-démocratiquement par les  
responsables de l'UGTA**

Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2013

- Luites sociales en Algérie -

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

Ils ont massivement boycotté l'opération de renouvellement des directions syndicales de l'établissement de Transport Urbain et Suburbain d'Alger (ETUSA) entamée ces derniers jours dans chacune des six unités de la société.

Leur renouvellement était une des revendications à l'origine de la grève des travailleurs au cours du dernier trimestre 2012. Mais les responsables des Unions locales qui « chapotent » les différentes sections syndicales n'ont pas respecté les critères de candidature arrêtés lors des assemblées générales préparatoires. Les travailleurs avaient exigé la stricte application des articles des statuts de l'UGTA interdisant l'éligibilité aux directions syndicales de tout responsable exerçant des pouvoirs disciplinaires. Les responsables de l'UGTA ont passé outre leur volonté démocratiquement exprimée en retenant la candidature de nombreux responsables tels que chef d'atelier, responsable des chauffeurs, chef de service maintenance, etc ...

Le mécontentement s'est manifesté en premier lieu au sein de l'unité d'El Harrach, celle qui est chargée du transport des étudiants et qui emploie quelque 600 travailleurs.

C'est dans cette unité que le processus de renouvellement a été lancé par les responsables de l'UGTA qui ont agi de façon coordonnée et calculée pour exécuter leur plan de mise au pas des travailleurs. Ils avaient jugé que les travailleurs de cette unité seraient plus sensibles au chantage et à la menace de licenciement étant donné qu'un grand nombre d'entre eux, pour la plupart des jeunes inexpérimentés, est encore employé sous contrat à durée déterminée, c'est-à-dire précaire et révocable à tout moment. La réussite de leur plan au niveau de cette unité devait créer un climat général d'intimidation et pousser les travailleurs de l'ensemble de l'entreprise à se soumettre passivement à la volonté de l'appareil policier de l'UGTA.

Les travailleurs de l'unité d'El Harrach ont commencé par saisir par écrit les responsables de l'Union locale immédiatement après l'affichage de la liste de candidature concoctée par cette dernière. Devant le refus obstiné de l'Union locale de respecter les décisions des AG, ils ont décidé de passer au boycottage de l'élection. Leur attitude a fait tâche d'huile. Leur mot d'ordre s'est répandu dans toutes les unités.

Les responsables de l'UGTA se sont vite rendu compte qu'ils avaient sous-estimé le degré de conscience et la combativité de ces jeunes travailleurs. Devant la réprobation de leurs agissements par l'ensemble du personnel de l'ETUSA, ils ont dû reculer. L'opération électorale semble avoir été annulée. Son report aurait été décidé.

Comme au temps de l'article 120, imposé par le parti unique du FLN, les responsables de l'UGTA travaillent pour appliquer les décisions du gouvernement.

Les méthodes ont changé sur le plan de la forme. Le but est cependant le même : empêcher les travailleurs de s'organiser dans des syndicats de classe indépendants des exploités et de leur pouvoir d'Etat. Le pouvoir tient au respect coûte que coûte du « pacte social » anti-ouvrier co-signé sous ses auspices par le patronat et l'UGTA. Son objectif stratégique est de maintenir les travailleurs dans des conditions de surexploitation et de paupérisation qui combleront les vœux des capitalistes étrangers et « autochtones » et maintiennent à un haut niveau la note du « climat des affaires » si cher au patronat de toutes les nationalités.

La revendication de bonnes conditions de travail et de rémunération dans le secteur public peut aussi « contaminer » les travailleurs du secteur privé qui vivent l'enfer sur terre. C'est pourquoi, patronat public et patronat privé, aidés par l'appareil de l'UGTA, se serrent les coudes pour tenter de tuer dans l'oeuf tout mouvement revendicatif ouvrier.

C.P.